

DJOUDI PRÉSENTE LA LOI DE FINANCES 2013 :

«La rationalité ne signifie pas la rigueur»

Le ministre des Finances a présenté jeudi un exposé de la loi de finances 2013 devant la Commission de finances de l'APN. Djoudi précise : l'Etat compte rationaliser les dépenses et non pas appliquer un plan de rigueur.

Nawal Imès - Alger (Le Soir) - C'est un ministre des Finances qui s'est voulu rassurant. Intervenant sur les ondes de la radio le jour même où il présentait la loi de finances à la commission concernée au niveau de

l'APN, il a balayé d'un revers de main toutes les supputations autour d'un plan de rigueur dicté par la conjoncture internationale. Djoudi a expliqué que la prudence budgétaire prônée par l'Algérie se

traduira par le renforcement de la fiscalité ordinaire mais ne fera en aucun cas appel à la réduction des transferts sociaux, du soutien des prix ou encore de la masse salariale. Pour préserver la paix sociale, il semble difficile de prévoir une réduction de la masse salariale, des transferts sociaux et des actions de solidarité en direction du dispositif de soutien à l'emploi alors que l'économie n'arrive toujours pas à répondre à la demande en matière d'emploi et de croissance.

Le ministre des Finances explique alors que les aides étatiques feront désormais l'objet d'une «plus grande rigueur en termes d'attribution» tout en reconnaissant qu'une telle mesure risque de faire face à «de grosses contraintes dans sa mise en œuvre». Détaillant le contenu de la loi de finances pour l'exercice à venir, le

ministre des Finances a fait savoir devant les membres de la Commission des finances de l'APN que la loi en question prévoit une hausse de 3% des dépenses de fonctionnement. Les dépenses de fonctionnement sont, quant à eux, en baisse de 12% par rapport à la loi de finances complémentaire de 2012, soit une économie de quelque 600

milliards de dinars. Pour ce qui est des dépenses d'équipement, leur baisse est de 10% et est justifiée par le fait que le plan quinquennal d'investissement public (2010-2014) tirait à sa fin. Les transferts sociaux seront, quant à eux, maintenus presque au même niveau de 2012 à plus de 1 400 milliards de dinars.

N. I.

ACHAT DE WATANIYA TELECOM
«Il appartient à l'Etat d'exercer ou pas son droit de préemption»

Interrogé au sujet d'un éventuel achat par l'Algérie du capital de Wataniya Telecom, le ministre des Finances a répondu que «j'ai simplement fait une lecture réglementaire en réponse à une question qui m'était posée mais il appartient à l'Etat d'exercer ou pas son droit de préemption». Toujours en matière de téléphonie mobile, il a affirmé que les négociations pour l'achat de 51% du capital de Djezzy étaient en cours.

N. I.

UNE ATTAQUE CONTRE LA
BCR DE BORDJ-MENAÏEL
AVORTÉE

Un agent de sécurité assassiné

Un agent de sécurité a été tué par un groupe terroriste dont le nombre n'a pas été précisé. Selon nos informations, non encore confirmées par les sources sécuritaires, un groupe armé a tenté, dans la nuit de jeudi, de pénétrer par la force dans l'enceinte de l'unité de coutellerie de l'entreprise BCR de Bordj-Ménaïel dans la wilaya de Boumerdès.

Les assaillants ont été, toujours selon nos informations, repoussés par les gardiens de l'usine. C'est lors des échanges de tirs que la victime a été atteinte. Par ailleurs, et parmi les assaillants, se trouvait, indiquent nos sources, un terroriste repentini originaire de la même ville qui est remonté au maquis suite au pardon qui lui a été accordé à la faveur de la loi sur la réconciliation nationale décidée par Bouteflika.

Ces mêmes sources rappellent, en outre, que c'est le même groupe armé affilié à El Qaïda et qui rôde autour de Bordj-Ménaïel qui aurait assassiné, il y a une dizaine de jours, un citoyen du village de Oued Besbès, dans la même localité.

Abachi L.

IL A CLÔTURÉ LE PREMIER SALON AGRICOLE LOCAL

Visite du ministre de l'Agriculture à Boumerdès

Le docteur Rachid Benaïssa, ministre de l'Agriculture et du Développement rural, a effectué jeudi matin une visite dans la wilaya de Boumerdès, pour clore le premier Salon de l'agriculture organisé par les fellahs de cette région.

Cette exposition préparée, pour sa première édition, par la Chambre agricole locale avec le soutien des services agricoles de la wilaya a été unanimement saluée pour sa réussite. Environ une centaine de stands dispatchés entre producteurs et prestataires de services dans le secteur agricole ont été ouverts. Durant deux jours, des produits dont la qualité a surpris plus d'un visiteur ont été exposés. Les Oumellal et Mezghiche de Baghlia, El Flici de Corso, Menouar de Hamadi et d'autres grands noms de l'agriculture de la wilaya de Boumerdès, arboraient de grands sourires devant le ministre alors que le wali, Kamel Abbès, jubilait à côté de son invité de marque. Effectivement, la qualité des produits, qui n'ont rien à envier à ceux importés par containers et une réalité que nous avons,

à diverses occasions, pu constater sur plans notamment le raisin de table dont la wilaya se targue d'occuper la première place au niveau national avec des variétés comme le sabène, le Red Glob, le muscat, le dattier.

En plus du raisin, la pomme de terre, le melon, le miel, l'huile d'olive et certains produits d'élevage comme le poulet de chair et les œufs étaient les produits phares de ce salon sachant que la région approvisionne le marché national en quantités non négligeables. Les fellahs du Rocher noir ont étalé ainsi leur savoir-faire et leur potentiel économique. Selon le ministre, la wilaya de Boumerdès occupera, à la clôture de l'actuelle saison agricole, la troisième place sur les 48 wilayas du pays, avec une production estimée à 107 milliards de dinars.

La protection de la production nationale est l'une des inquiétudes des fellahs. L'un d'eux nous a interpellé, devant son stand en ces termes : «Vous voyez que notre raisin est meilleur que celui importé ces derniers jours d'Alicante. Où est la protection de la production nationale qui est une démarche légitime que préconisent grand nombre de pays ?»

Nous avons transmis, par le truchement d'une question adressée au ministre, l'inquiétude des fellahs. Rachid Benaïssa répond d'une manière englobant le système de production et la sécurité alimentaire : «Que les fellahs produisent d'une manière structurelle et constante, dès lors nous parlerons de protection de la production nationale. Vous conviendrez que je ne peux pas prendre le risque avec la sécurité alimentaire du pays sans une production régulière», nous répondra-t-il. Le ministre veut faire comprendre au monde agricole que son département est attaché à sa mission d'accompagnement du monde productif et qu'il ne veut pas imposer un comportement. Parmi les accompagnateurs du ministre, qui déplorent que le monde agricole reste en marge des enjeux politiques il y a ceux qui pensent que celui-ci doit ce délester de la position du simple demandeur de subvention pour refonder ses relations avec les pouvoirs publics sur la base d'un partenariat au service du développement du pays. Il en a largement les moyens. Il suffit de les faire fructifier.

Abachi L.

LE CURAGE DES OUEDS D'EL TARF EST LOIN D'ÊTRE ACHEVÉ

Du bricolage en attendant les prochaines inondations

L'étude d'aménagement du bassin versant de oued Mefragh ne sera achevée qu'au mois de décembre. En attendant la soumission du projet au Conseil de gouvernement, le lancement de l'avis d'appel d'offres et ensuite le lancement des travaux, ce bassin, où se déversent l'ensemble des oueds de la wilaya d'El-Tarf et qui a été à l'origine des inondations qui ont ravagé la région au mois de février 2012, reste à la merci des aléas climatiques...

De notre envoyé spécial à El Tarf, Mehdi Mehenni

Le nouveau ministre des Ressources en eau, Hocine Necib, en visite d'inspection ce jeudi, dans la wilaya d'El-Tarf, a découvert, à sa grande surprise, que le budget de curage et d'aménagement des six oueds de la région, qui est de 1 157 000 000 DA, a été pratiquement consommé alors que le taux d'avancement des travaux n'a pas dépassé les 66% alors que l'hiver approche.

Le premier point de la visite, oued Boukhmira, dans la commune d'Echatt, a été largement suffisant pour le ministre pour réaliser que ces travaux qui revêtent pourtant un caractère d'urgence compte tenu des inondations du mois de février 2012 peinent à avancer. Le wali d'El-Tarf, visiblement gêné, a avancé les motifs d'absence de matériel de curage et autres moyens.

Hocine Necib n'a pas fait dans le détail et a instruit le directeur de l'hydraulique de la wilaya d'El-Tarf de prendre immédiatement l'affaire en main tout en lui accordant une enveloppe supplémentaire de 10 millions de dinars. Mais si

ces projets sont plus ou moins en cours de réalisation, il en est un, et des plus importants, qui est encore au stade de l'étude.

Le dilemme de oued Mafragh !

Ce bassin, où se déversent l'ensemble des oueds de la région, est souvent bouché, ce qui provoque des inondations cycliques ravageant à chaque fois les terres agricoles et les infrastructures routières. Ce oued qui peut véhiculer jusqu'à 2 500 m³ d'eau à la seconde est en contact permanent avec la mer. Le problème est que le sable de la mer s'infiltre à travers une embouchure et provoque un amoncellement au niveau du lit de l'oued.

Les eaux qui proviennent des cinq autres oueds de la région stagnent et génèrent des inondations. Une étude d'aménagement du bassin versant et des berges de l'oued Mafragh ainsi que la réalisation d'un musoir ont été attribuées à un bureau d'études après les inondations de février 2012 ; pour un délai de cinq mois et un budget de 1,5 milliard de centimes. Non seulement l'étude ne sera achevée qu'au mois de décembre 2012, mais le ministre a constaté sur la fiche technique qui lui a été présentée que le travail fait est basé sur des éventualités. «Il s'agit d'une question de la plus haute importance, des vies humaines sont en jeu et nous n'avons pas droit à l'erreur. Je ne comprends pas pourquoi vous employez sur vos fiches techniques l'expression Eventuel... Nous ne sommes plus dans l'éventualité du moment qu'il s'agit d'un projet de sécurité. Je veux une étude à long terme, en mesure de résoudre définitivement ce problème», a-t-il martelé avant de sommer les différents intervenants en charge de l'étude de finaliser le travail

avant novembre 2012 afin qu'il puisse soumettre le projet en Conseil des ministres pour approbation et ensuite lancer l'avis d'appel d'offres et entamer les travaux nécessaires.

La grande déception de Hocine Necib

Le ministre des Ressources en eau n'a pas trouvé les mots pour décrire sa grande déception en découvrant l'état dans lequel se trouvent les lacs d'El Kala. Il s'est contenté de dire en visitant le complexe humide de la zone nord-est de la wilaya : «Cela me fait mal au cœur !» Il s'agit du lac Tonga, classé par l'Unesco patrimoine mondial (zone 1), vu son importance. Le lac est empli en effet de saleté, d'herbes toxiques d'ordures. Plus encore, l'absence d'un curage régulier de ce lac a provoqué son débordement lors des inondations de février 2012 ayant causé des dégâts considérables aux infrastructures hydrauliques de la région.

Le wali et le directeur du complexe de la zone humide en question ont justifié cette situation dramatique par le fait qu'il s'agit d'un patrimoine protégé et qu'il n'est souvent pas facile d'engager des travaux de nettoyage. Mais ce n'est pas l'avis de tous.

Un spécialiste approché sur les lieux expliqua que zone protégée ne veut pas dire qu'il n'est pas permis d'entretenir le lac ou de créer de la vie autour mais, au contraire, ajoute-t-il, «cela s'impose».

Le président de l'APW d'El Tarf, présent sur les lieux, a affirmé au ministre que depuis sur les trente ans, voire avant l'époque où les riveains du lac procédaient à son désherbage, les autorités locales n'ont pas entrepris la moindre action. En attendant, les eaux contaminées de lac Tonga se déversent dans l'une des plus

somptueuses plages d'El-Kala. Il s'agit de la plage Missida. «Depuis 2007, vous nous dites que vous allez procéder au nettoyage du lac Tonga et régler le problème de déversement dans la plage de Missida mais vous n'avez rien fait encore», dira le P/APW au directeur de l'environnement de la wilaya d'El-Tarf. Pour venir à bout de cette situation, ne serait-ce que partiellement, Hocine Necib a instruit le wali d'El-Tarf de créer une commission de wilaya dans laquelle siègeront différents secteurs pour se concerter et pouvoir ensuite passer à l'action.

Un ciel clément et des robinets à sec !

La wilaya d'El-Tarf est l'une des régions les plus arrosées d'Algérie. Sa pluviométrie atteint parfois les 1 200 mm/an et est d'une intensité qui dépasse les 180 litres par seconde à l'hectare. Des averses très concentrées qui, faute d'une bonne canalisation, donnent lieu souvent à des inondations ravageuses (1973, 1984, 1985, 2003, 2010, 2012). En l'absence d'une bonne gestion, cette clémence du ciel s'est transformée en malédiction.

Car à côté de cela, la wilaya d'El-Tarf est l'une des régions qui souffrent le plus du problème de l'eau potable. Si dans le centre-ville d'El-Tarf et d'El-Kala, les citoyens ont accès à l'eau seulement deux fois par jour, selon une plage horaire, à l'ouest de la wilaya, la population reçoit de l'eau salée et achète de l'eau potable pour boire.

Le ministre a promis que la situation sera redressée dans les plus brefs délais en lançant aux autorités locales de la wilaya : «C'est inadmissible, les gens ont soif et il faut leur donner de l'eau sans plus tarder.»

M. M.